



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 205 du 16 octobre 2020

Pays Nordiques

| | Suède | Danemark | Norvège | Finlande | Islande |
|-------------------|---------|----------|---------|----------|---------|
| Nombre de cas | 102 407 | 34 023 | 15 953 | 12 944 | 3 837 |
| Cas/10 000 hab. | 100,10 | 60,75 | 29,54 | 23,53 | 106,60 |
| Nombre de décès | 5 910 | 677 | 278 | 350 | 10 |
| Décès/10 000 hab. | 5,76 | 1,21 | 0,51 | 0,64 | 0,28 |
| Décès/cas | 5,77% | 1,99% | 1,74% | 2,70% | 0,26% |

Chiffres du 15 octobre à 14h00

Nordea, la principale banque nordique qui a son siège à Helsinki en zone euro, pourrait faire l'objet d'un rapprochement avec une autre banque européenne alors que son premier actionnaire Sampo (19,9%) souhaite réduire sa présence au capital. Cette annonce alimente la spéculation sur une possible accélération du mouvement de consolidation du secteur bancaire de l'UE, qui ne s'est jamais rétabli de la crise financière internationale de 2008 (chute des taux de rentabilité et des cours boursiers). Selon la presse, un rapprochement avec des acteurs belges et néerlandais (ABN Amro, KBC Group ou ING Group) ferait sens d'un point de vue géographique et culturel, mais la BNP Paribas pourrait aussi présenter des intérêts. Enfin, il n'est pas exclu que l'agence de participation de l'Etat finlandais, Solidium, cherche à assurer une continuité dans l'actionnariat et décide de racheter les participations de Sampo, dont il est le premier actionnaire (8% du capital).

Handelsbanken a revu ses prévisions économiques pour les pays nordiques. Les baisses de PIB en 2020 oscillent entre 3,4 et 4,4%, et devraient être suivies de hausses comprises entre 2,2 et 4% en 2021.

| Pays | Suède | Danemark | Norvège | Finlande |
|----------------------|-------|----------|---------|----------|
| Prévisions pour 2020 | -3,4% | -4,4% | -3,5% | -3,5% |
| Prévisions pour 2021 | +4,0% | +2,2% | +3,6% | +2,5% |

Danemark

Lors de son discours d'ouverture au Parlement le 6 octobre, la Première ministre danoise Mette Frederiksen a déclaré qu'il fallait profiter de la reprise économique pour tenir la promesse d'une transition verte ambitieuse. En réponse aux appels des partis de soutien du gouvernement, la PM s'est engagée à dépenser 10 Mds DKK (1,3 Md€) supplémentaires au cours des cinq prochaines années pour accélérer la réduction des émissions de CO2. Le gouvernement a proposé de financer cette somme avec le fonds de relance de l'UE d'une part et le « trésor de guerre » (ou cagnotte) inclus dans le PLF 2021 d'autre part.

Le projet de loi sur la réforme de la retraite anticipée (engagement de campagne de la PM) vient être voté au Parlement. Il concernera les salariés et les indépendants qui, à l'âge de 61 ans, auront été sur le marché du travail pendant 42 à 44 ans. Cette loi ouvre droit à une retraite anticipée 1, 2 ou 3 ans avant l'âge légal, avec une compensation de 13 550 DKK brut (1 820€) par mois en préretraite. 3,5 Mds DKK (470 M€) par an seront nécessaires pour le financement de ces retraites anticipées, qui pourraient concerner 24 000 personnes par an. Près d'un tiers du budget nécessaire sera financé par une taxe spéciale sur le secteur financier pour un montant de 1,26 Md DKK (170 M€), par un nouvel impôt sur l'immobilier des entreprises, ainsi que par des économies sur le coût de fonctionnement des *job centers*. Cet accord a suscité de vives protestations des banques, pour qui cette taxe spéciale est injuste et pourrait être répercutée sur les clients.

Depuis l'affaire Danske Bank et le scandale estonien en 2017, les autorités danoises avaient octroyé à l'Autorité de supervision financière danoise (FSA) davantage de ressources pour améliorer ses audits, en particulier sur les risques d'association à des opérations de blanchiment d'argent. Après trois ans d'inspections au sein de 140 sociétés financières (sur 1 900 sous surveillance), la FSA a estimé que très peu d'entreprises avaient une défense suffisamment solide contre le blanchiment d'argent. « Les sociétés financières sont toujours dans un processus où elles doivent améliorer leurs efforts dans ce domaine » a déclaré Stig Nielsen, directeur de la division anti-blanchiment de la FSA.



Giant Venture, fonds de capital-risque anglo-danois, prévoit d'investir plus de 6 Mds DKK (806 M€) au cours de la prochaine décennie dans des entreprises danoises en forte croissance avec des engagements climatiques et sociaux. Pour Cameron McLain, l'un des cofondateurs, « le Danemark représente la plus grande opportunité d'investissements verts de la décennie ». Le nouveau fonds s'est implanté à Los Angeles, Londres et Copenhague. Selon les chiffres du Fonds de croissance danois, la part des investissements associant un ou plusieurs investisseurs étrangers a considérablement augmenté : en 2019, ils représentaient 66% des investissements sur le marché danois du capital-risque, contre 36% en 2017.

La banque danoise Sydbank a annoncé vouloir racheter les activités bancaires de son concurrent Alm.Brand, groupe danois de services financiers, pour un montant estimé à 1,8 Md DKK (242 M€). Avec cette acquisition, Sydbank reprendrait environ 55 000 clients, 4,8 Mds DKK (645 M€) de prêts et 16,9 Mds DKK (2,3 Mds€) de prêts hypothécaires. L'accord est encore soumis à l'approbation de l'Autorité de supervision financière danoise (FSA). Sydbank s'attend à un feu vert d'ici la fin de l'année.

Finlande

La coalition gouvernementale finlandaise s'est entendue sur les grandes orientations du budget 2021. Le projet de budget soumis au Parlement prévoit environ 64 Mds€ de dépenses et un déficit de 10,8 Mds€ en 2021, soit 4,5% du PIB. Le budget proposé est inférieur d'environ 3 Mds€ à celui de 2020, lequel a fait l'objet de six lois de finances rectificatives à la suite des mesures prises pour lutter contre le coronavirus. L'un des principaux axes du PLF porte sur l'emploi. L'accord table sur une fourchette de 31 000 à 35 000 nouveaux emplois à court terme et 80 000 d'ici 2023, revoyant ainsi à la hausse son objectif initial de 60 000 nouveaux emplois sur la législature, fixé dans le programme gouvernemental. Le projet de budget acte par ailleurs la poursuite de la politique de lutte contre le changement climatique, en incluant l'abandon progressif de la tourbe comme source d'énergie. Il prévoit également une enveloppe de près de 4 Mds€ pour les dépenses liées au coronavirus, dont les principaux bénéficiaires seront les municipalités et les districts hospitaliers, et l'allongement de la scolarité obligatoire de 17 à 18 ans. Sur le sujet de la défense, la coalition s'est accordée sur un renouvellement de la flotte d'avions de chasse à hauteur de 1,5 Md€ au titre de l'année 2021 (et une autorisation globale de 10 Mds€ sur l'ensemble de la décennie à venir).

Le gouvernement finlandais a annoncé la nouvelle mouture de sa réforme de la santé et des services sociaux. La réforme (dite réforme SOTE) vise à transférer la responsabilité de l'organisation des services sociaux et de santé des municipalités vers les régions. 21 nouvelles régions seraient créées et Helsinki serait une entité à elle seule. Les nouvelles régions se verraient attribuer le personnel municipal actuellement dédié aux services sociaux et soins de santé, ainsi qu'une partie des revenus affectés aux communes. Une nouvelle taxe régionale pourrait être créée à partir de 2026. Cette réforme est une proposition récurrente des différents gouvernements depuis une quinzaine d'années. La version précédente, présentée sous le gouvernement de Juha Sipilä (2015-2019), n'avait pas pu aboutir en raison notamment de la question de l'externalisation des soins au secteur privé. Cette nouvelle version devrait limiter le rôle du secteur privé, sans pour autant l'écarter. Le Parlement se penchera sur la proposition à partir du mois de décembre 2020. Les débats risquent d'être particulièrement animés à l'approche des prochaines élections municipales finlandaises d'avril 2021.

Islande

Le 5 octobre, face à la recrudescence de l'épidémie, de nouvelles mesures sanitaires ont été mises en place au niveau national : interdiction des rassemblements de plus de 20 personnes, fermeture des bars, discothèques et des salles de sport, etc. Le 6 octobre, des mesures complémentaires ont été instaurées au niveau de la région capitale : distanciation sociale de 2 mètres, fermeture des salons de coiffure, de beauté et des piscines, fermeture des restaurants à 21h, généralisation du port du masque quand la distanciation physique de 2 mètres n'est pas respectée (notamment dans les magasins) et recommandation aux résidents de restreindre au maximum leurs déplacements. Aux frontières, les mesures de contrôle sanitaire seront a priori maintenues jusqu'au 1^{er} décembre.

Le 1^{er} octobre, le gouvernement a présenté au Parlement un projet de budget révisé pour 2021 ainsi que de nouvelles perspectives budgétaires pour les cinq prochaines années. Cette présentation tient compte des dernières données économiques publiées par l'Institut de statistiques islandais, lequel prévoit pour l'année 2020 un décrochage du PIB de 7,6 % et un taux de chômage de 7,8 % en moyenne annuelle. Pour faire face à la crise et soutenir l'économie, le gouvernement islandais entend mener une politique contra-cyclique d'investissements publics et de soutien à la consommation des ménages. L'augmentation de la dépense sera financée par des emprunts (émission de 500 M€ d'euro bonds le 27 mai dernier) et non par une augmentation de la fiscalité. Le déficit budgétaire pourrait atteindre 265 Mds ISK (1,64 Mds€) en 2020 et représenter près de 9% du PIB. Selon les prévisions, le déficit cumulé sur les cinq prochaines années pourrait atteindre 900 Mds ISK (5,59 Mds€). La dette de l'Etat (hors collectivités territoriales) devrait progresser de 28% à 48% du PIB entre la fin de l'année 2019 et 2021.

Le ministère de l'Éducation, de la Science et de la Culture a lancé sa première politique globale dans le domaine du cinéma. L'objectif est de diversifier l'économie à l'horizon 2030 en renforçant la place du secteur des industries créatives ainsi que d'assurer la promotion de la culture et de la langue islandaise en Islande et à l'international. Cette



politique se traduira notamment par une augmentation du financement du secteur, une amélioration de ses conditions de travail, la mise en place d'un nouveau cursus universitaire, la promotion du pays à l'étranger en tant que destination de tournage, ou encore la création d'un service de streaming islandais. L'Islande est l'un des rares pays où la production cinématographique a pu continuer tout au long de la pandémie grâce à la mise en place de protocoles visant à sécuriser les tournages.

Norvège

Le gouvernement a présenté le 7 octobre dernier son projet de loi de finances 2021, basé sur l'estimation d'un taux de croissance du PIB de 4,4% l'an prochain (contre -3,1% en 2020), ainsi que sur une baisse du taux de chômage de 4,9% à 3,1% en 2021. La loi de finances prévoit un prélèvement de 313,4 Mds NOK (28,5 Mds€) dans le Fonds pétrolier (soit 3% de sa valeur). Conformément à ce qu'il avait auparavant annoncé, le gouvernement suggère d'augmenter l'abattement sur le montant de l'assiette de l'impôt sur le capital productif, d'allouer 25 Mds NOK (2,3 Mds€) pour faire face à la crise de la covid-19, d'acheter des vaccins pour 3,8 Mds NOK (345 M€), de financer les projets ferroviaires à hauteur de 32,1 Mds NOK (2,9 Mds€), d'allouer 2 Mds NOK (181 M€) au projet CCS Langskip, d'attribuer une enveloppe de 40,9 Mds NOK (3,7 Mds€) à la R&D (notamment Horizon Europe), et d'accueillir 3 000 réfugiés dans le cadre des quotas de l'ONU.

La Grande-Bretagne et la Norvège ont signé un accord-cadre pour la pêche qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2021. L'accord autorise les échanges de quotas de pêche entre les deux pays et la pêche de l'une dans les zones de l'autre. D'autres domaines de coopération en matière de pêche en mer du Nord seront définis dans l'accord entre l'UE, la Grande-Bretagne et la Norvège. « Nous allons développer la bonne coopération avec l'UE dans la région. Nous envisageons de mettre en place un accord tripartite une fois que le Brexit sera une réalité », a déclaré la ministre des Affaires étrangères, Ine Eriksen Sørreide.

La suppression de l'impôt sur la fortune, telle qu'adoptée lors du congrès du parti Conservateur le 11 septembre, ne sera pas mise en œuvre sous le gouvernement actuel, ni en cas de réélection, a déclaré la Première ministre Erna Solberg. Celle-ci considère que seule une baisse de l'impôt sur le capital productif est envisageable dans le contexte économique actuel. « Les réductions d'impôts ne sont pas une fin en soi. L'objectif est de créer plus de valeur », précise-t-elle.

Au deuxième trimestre 2020, le commerce frontalier avec la Suède a reculé de 99% par rapport au deuxième trimestre 2019. Parallèlement, les ventes d'alcool dans les magasins d'Etat norvégiens (Vinmonopol) ont augmenté de 32% au premier semestre, et les ventes de tabac ont cru de 30,9%. Stein Erik Lauvås, député travailliste, et Erlend Wiborg, député progressiste, tous deux originaires de la région frontalière d'Østfold, estiment que les taxes norvégiennes élevées sur ces produits sont contre-productives pour les finances norvégiennes. Toutefois, l'élu travailliste appelle le gouvernement à évaluer les différentes alternatives, tandis que le parti du Progrès souhaite réduire les taxes dès l'an prochain dans le cadre de la loi de finances. Selon les estimations du cabinet d'études Menon Economics, une harmonisation des taxes norvégiennes sur le modèle suédois permettrait la création de 8 200 emplois et la levée de 6,6 Mds NOK (600 M€) de recettes fiscales par an.

Suède

Magdalena Andersson, ministre suédoise des Finances depuis 2014, a été élue candidate de l'UE pour le poste de Président du Comité monétaire et financier international (CMFI), organe consultatif du Conseil des gouverneurs du FMI. La fonction est actuellement occupée par Lesetja Kganyago, Gouverneur de la Banque centrale d'Afrique du Sud. La sélection du futur Président, ou de la future Présidente, se fera en décembre.

Les mises en faillite ont augmenté de 3% au cours des 9 premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2019. Celles-ci sont néanmoins en forte baisse en septembre (-39% par rapport à septembre 2019). L'hôtellerie-restauration est particulièrement fragile, avec une hausse des faillites de 47% au cours des 9 premiers mois de l'année.

Selon l'Agence des municipalités et des régions (SKR), les transports régionaux perdront 710 M€ de revenus sur les ventes de billets en 2020. Ce secteur a reçu 290 M€ de soutien en 2020 et 190 M€ supplémentaires sont prévus dans le budget 2021. SKR demande une compensation plus importante de la part de l'État.

En dépit de la pandémie, les prix immobiliers continuent leur ascension et atteignent des niveaux records. Les prix des appartements ont augmenté de 6% au cours des 3 derniers mois et de 5% sur un an (prix moyen en Suède : 4 170€/m², 9 300€/m² dans le centre de Stockholm). Les prix des maisons ont augmenté de 5% ces 3 derniers mois et de 10% en un an (prix moyen en Suède 350 000€, 610 000€ à Stockholm).

On observe une reprise importante des investissements croisés franco-suédois. Le groupe suédois Recipharm, acteur majeur de l'industrie pharmaceutique en sous-traitance, prévoit d'investir environ 60 M€ en France, impliquant la création de 140 emplois. Recipharm emploie déjà plus de 700 personnes en France sur ses 4 sites à Fontaine-les-Dijon, Pessac, Monts et Kaysersberg. Le français BlaBlaCar s'est associé avec l'opérateur suédois de trottinettes électriques Voi en créant BlablaRide. Lumibord, spécialiste français du laser, a racheté l'entreprise suédoise EssMed AB, spécialisée



dans les produits d'ophtalmologie, renforçant sa présence dans les pays nordiques. Enfin, le français Actia, spécialiste des composants électriques pour voitures, a racheté une usine à Linköping au groupe suédois Flex pour y produire des appareils de mesure et de diagnostic automobiles. Cette opération a permis de conserver plus de 20 emplois dans la région et de renforcer la présence locale de la filiale Actia EMS Sweden AB, qui compte déjà 130 employés en Suède. Ses clients locaux incluent Volvo et Scania.

L'opérateur historique des télécoms Telia (dont l'Etat suédois possède toujours 39,5%) vend sa filiale Telia Carrier à Polhem Infra, créée en 2019 par trois fonds de pension publics suédois. Telia Carrier dispose d'un réseau de fibre optique de 67 000 km en Amérique du Nord, Europe et Asie par lequel transite le trafic Internet de près de 1 000 opérateurs et plus de 500 entreprises technologiques. Selon l'entreprise, son réseau prend en charge près de 65% des routes Internet mondiales. La transaction de 9,5 Mds SEK (900 M€) consolidera les comptes de Telia (le groupe affichait une dette de 83,8 Mds SEK (8 Mds€) à la fin du T2 2020) tout en permettant à l'Etat suédois de conserver ces actifs stratégiques. L'opération s'inscrit par ailleurs dans la stratégie présentée par Allison Kirkby, directrice générale de Telia depuis mai 2020, qui vise à recentrer les activités du groupe sur la zone nordique et balte. Cette affaire relance les spéculations sur un éventuel désengagement de l'Etat suédois de Telia.

L'incertitude augmente autour de la recapitalisation de SAS. La valeur du droit de souscription a chuté de près 90% en bourse en une semaine, soit à seulement 0,05 SEK (0,005€). Chaque droit de souscription (qui permet à un actionnaire de souscrire de nouvelles actions de manière prioritaire lors d'une augmentation de capital) donne le droit de souscrire à une nouvelle action pour 1,16 SEK (0,11€). Le prix d'une action SAS après la clôture de jeudi s'élève à 2,40 SEK (0,23€), soit une différence entre le prix de l'action et le prix de souscription d'environ 1,25 SEK (0,12€). La chute du cours du droit de souscription témoigne du désintérêt des actionnaires, qui ne souhaitent pas participer à la nouvelle émission d'un milliard de dollars, toutefois garantie à 81,5% par les Etats danois, suédois et la famille Wallenberg via sa fondation KAW.

Macy's signe un partenariat avec Klarna. Ce grand magasin emblématique proposera désormais à ses clients la solution de paiement différé développée par la licorne suédoise. Macy's entre par ailleurs au capital de Klarna, fintech privée la plus valorisée en Europe (10,6 Mds\$) et qui compte désormais 12 millions d'utilisateurs mensuels, dont 1,2 million aux Etats-Unis. Ce partenariat de haut niveau fait partie d'une série d'importants contrats américains que Klarna a déclaré vouloir conclure avant de lancer une cotation à la bourse de New York en 2021 ou 2022.

La filiale suédoise de Thales, Svenska Pass, a signé un contrat sur plusieurs années avec l'Autorité de police suédoise. Celui-ci vise à produire 12 millions de passeports biométriques, cartes nationales d'identité et autres documents pour les ressortissants suédois.

Le groupe suédois Synsam, principale chaîne d'opticiens en zone nordique, relocalise sa production en Suède. Synsam (470 points de vente, CA de près de 400 M€) met fin à sa production de lunettes en Chine en faveur du site d'Ockelbo en Suède. Synsam souhaite capitaliser sur une image d'entreprise durable à la production locale.

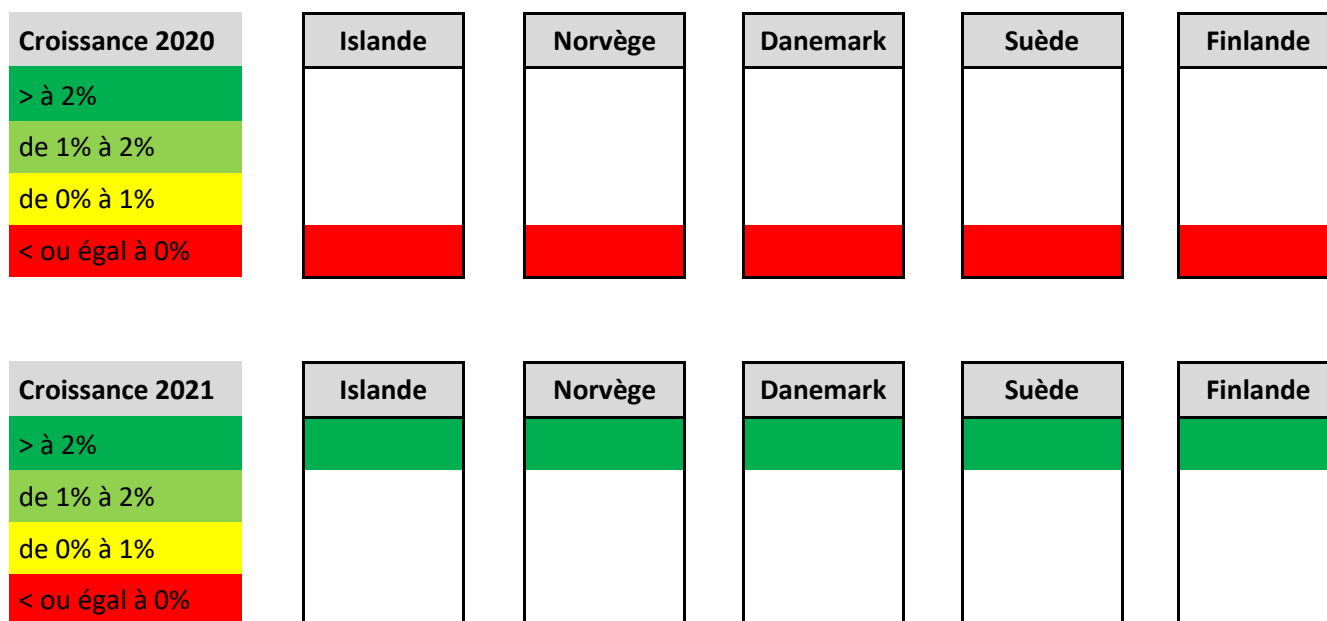
Selon la Fédération suédoise du commerce, les ventes de chaussures et de vêtements sont en baisse pour le 7^{ème} mois consécutif. Entre janvier et septembre 2020, les baisses ont atteint 31% pour les chaussures et 17% pour les vêtements. Ces chiffres incluent en outre les statistiques de ventes en ligne et masquent une réalité encore plus alarmante pour les commerces : 4 salariés sur 10 sont toujours concernés par le chômage partiel.

Le secteur du luxe est en revanche moins impacté par la crise, notamment dans le centre de Stockholm. Le « quartier d'or », qui abritait déjà les marques Louis Vuitton, Chanel, Cartier, Sandro et Zadig&Voltaire, accueille depuis cet été de nouveaux grands noms. Le centre commercial NK, homologue suédois des Galeries Lafayette, a notamment accueilli les premiers stands des marques Claude Pierlot, Isabel Marant et Saint Laurent. Hermes y étend également sa présence en ouvrant son premier flagship store.



La quinzaine nordique – 16 octobre 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'été (juillet 2020).

| | Danemark | | Finlande | | Norvège | | Suède | | Islande | |
|-------------------------|-------------|------|--------------|------------|-------------|------------|-------|------|-------------|------|
| PIB | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 |
| Gouvernement | -4,5 | 4,2 | -4,5 | 2,6 | -3,1 | 4,4 | -4,6 | 4,1 | -9 | 5,0 |
| Banque centrale | -3,6 | 3,6 | -5,3 à -13,2 | 3,5 à 6,9 | -1,8 | 3,6 | -6,9 | 4,6 | -8,0 | 2,4 |
| Institut stat./conj**** | -3,5 à -5,5 | - | -4,5 | 3,2 | -1,9 | 3,7 | -3,4 | 3,6 | -7,6 | 4,9 |
| Commission* | -5,2 | 4,3 | -6,3 | 2,8 | -5,5 | 3,0 | -5,3 | 3,1 | -5,0 | 2,4 |
| FMI** | -6,5 | 6,0 | -6,5 | 3,1 | -2,8 | 3,6 | -6,8 | 5,2 | -7,2 | 6,0 |
| OCDE*** | -5,8 | 3,7 | -7,9 | 3,7 | -6,0 | 4,7 | -6,7 | 1,7 | -9,9 | 4,6 |
| SEB | -4,5 | 5,0 | -2,9 | 3,2 | -2,6 | 3,4 | -3,8 | 4,2 | - | - |
| Nordea | -4,5 | 3,0 | -5,0 | 3,0 | -3,5 | 4 | -3,5 | 4,0 | - | - |
| Danske Bank | -2,5 | 2,5 | 1,0 | 1,4 | -3,5 | 3,5 | 0,7 | 1,5 | - | - |

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2020) et d'été (juillet 2020)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (juin 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration


2. Autres indicateurs macroéconomiques

| | Danemark | | Finlande | | Norvège | | Suède | | Islande | |
|----------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
| | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 |
| Déficit public | | | | | | | | | | |
| Gouvernement | -3,9 | -2,4 | -7,7 | -5,0 | 7,6 | - | -5,5 | -3,5 | -1,7 | - |
| Commission* | -7,2 | -2,3 | -7,4 | -3,4 | 4,7 | 9,2 | -5,6 | -2,2 | -5,9 | -2,9 |
| FMI** | -7,0 | -0,3 | -6,7 | -3,8 | 0,8 | 3,7 | -5,3 | -1,6 | -6,7 | -4,0 |
| OCDE*** | -9,1 | -7,2 | -8,4 | -7,4 | -2,4 | -0,1 | -8,8 | -8,5 | -9,8 | -6,4 |

| | Danemark | | Finlande | | Norvège | | Suède | | Islande | |
|----------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
| | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 |
| Dette publique | | | | | | | | | | |
| Gouvernement | 43,2 | 41,5 | 70,2 | 72,8 | - | - | 42,9 | 42,0 | - | - |
| Commission* | 44,7 | 44,6 | 69,4 | 69,6 | 46,7 | 43,2 | 42,6 | 42,5 | 48,5 | 48,8 |
| FMI** | 31,8 | 33,8 | 59,1 | 59,9 | 40,0 | 40,0 | 35,4 | 33,8 | 31,5 | 29,6 |

| | Danemark | | Finlande | | Norvège | | Suède | | Islande | |
|-------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
| | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 |
| Autres | | | | | | | | | | |
| inflation (IPCH)* | 0,3 | 1,2 | 0,3 | 1,1 | 3,1 | 2,2 | 0,6 | 1,1 | 5,5 | 4,2 |
| cons. privée* | -6,4 | 5,9 | -7,9 | 4,9 | -7,2 | 7,9 | -5,2 | 3,4 | -5,3 | 0,2 |
| chômage (BIT)* | 5,8 | 5,7 | 8,3 | 7,7 | 4,9 | 4,5 | 9,7 | 9,3 | 7,3 | 6,7 |

Source :

 * *Prévisions de printemps* (mai 2020) et *d'été* (juillet 2020)

 ** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

 *** *Perspectives économiques* (juin 2020)

 **** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

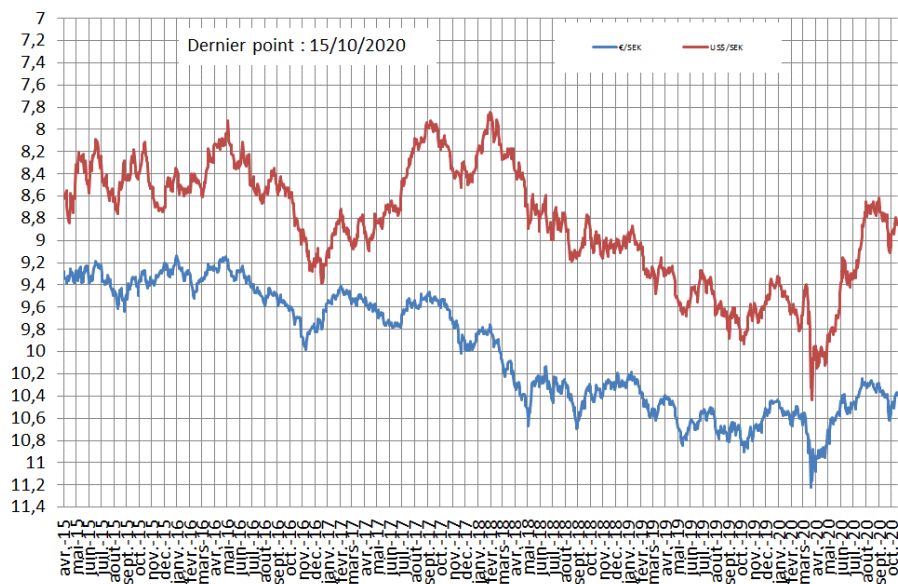
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

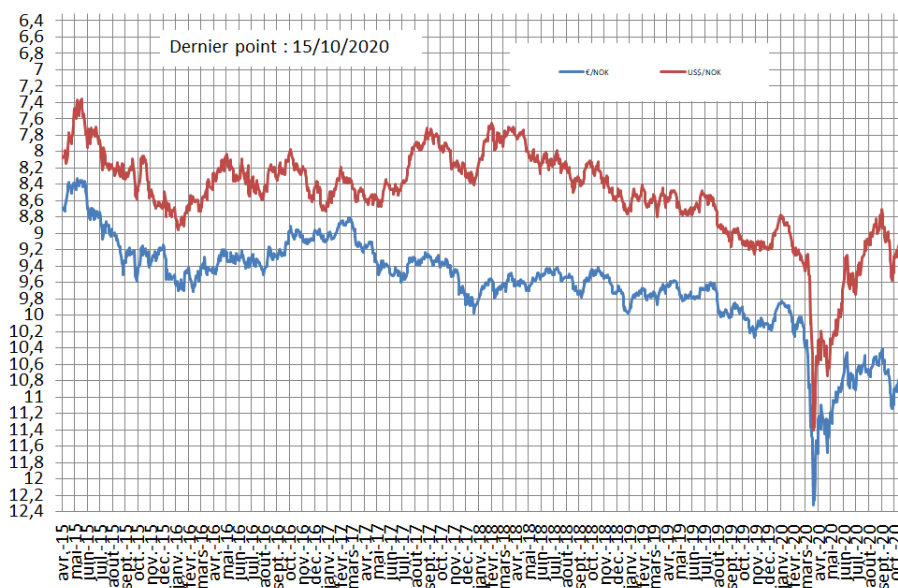


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingalill d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, P. Caceres), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, F. Belle-Larant), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, E. Tredez) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. D'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Damblemont).